

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2023-04-06-00021

arrêté portant mise en demeure  
de Monsieur Yaya TOGO concernant les  
installations exploitées à Bazainville (78550) 35  
impasse Boeuf Couronné  
en application des articles L.171-7 et L.171-8 du  
code de l'environnement

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure**  
**de Monsieur Yaya TOGO concernant les installations**  
**exploitées à Bazainville (78550) 35 impasse Boeuf Couronné**  
**en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement et**  
**en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

**LE PRÉFET DES YVELINES,**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**  
**Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L.172-1, L. 511-1, L.512-1 et L. 514-5 ;

**VU** le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROU en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0063 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 27 janvier 2023 faisant suite à la visite du 20 octobre 2022 du site exploité par Monsieur Yaya TOGO à Bazainville (78550), 35 impasse Boeuf Couronné ;

**VU** le courrier en date du 2 février 2023 transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite en date du 20 octobre 2022 des installations exploitées par Monsieur Yaya TOGO à Bazainville (78550), 35 impasse Boeuf Couronné, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence des activités de :

- transit/regroupement de déchets dangereux dont le tonnage est estimé supérieur à 1 tonne (présence de bonbonnes de gaz, d'écrans d'ordinateurs et de télévisions) ;
- d'entreposage de véhicules hors d'usage (VHU) dont la surface de l'installation paraît supérieure à 100 m<sup>2</sup> (présence de voitures, camions, tracteurs) ;
- transit/regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dont le volume est estimé supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m<sup>3</sup> (présence de réfrigérateurs, de congélateurs, de fours, micro-ondes ...) ;
- transit/regroupement de métaux non dangereux Dont la surface est estimée supérieure à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup> (présence d'étais, de vélos ...) ;
- transit/regroupement de pneumatiques dont le volume paraît supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> (présence de pneus, de bois, de fenêtres en bois, de vêtements) ;

**CONSIDÉRANT** la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- n°2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°s 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 ; La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges ; celle-ci relève du régime de l'autorisation ;
- n°2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique n° 2719 ; dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> ; celle-ci relève du régime de l'enregistrement ;
- n°2711-2 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), à l'exclusion des installations visées par la rubrique n°2719 ; le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> ; celle-ci relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique ;
- n°2713-2 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°s 2710, 2711, 2712 et 2719 ; la surface étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m<sup>2</sup> ; celle-ci relève du régime de la déclaration ;
- n°2714-2 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°s 2710, 2711 et 2719 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> ; celle-ci relève du régime de la déclaration ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux dont l'activité a été constatée lors de la visite du 20 octobre 2022, qui relève du régime de l'autorisation, est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage vue lors de la visite du 20 octobre 2022 et qui relève du régime de l'enregistrement est exploitée sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, vue lors de la visite du 20 octobre 2022 et qui relève du régime de la déclaration, est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, vue lors de la visite du 20 octobre 2022 et qui relève du régime de la déclaration, est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, vue lors de la visite du 20 octobre 2022 et qui relève du régime de la déclaration, est exploitée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure Monsieur Yaya TOGO de régulariser sa situation administrative ;

**CONSIDÉRANT**, par ailleurs, que lors de la visite en date du 20 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement n'a pas identifié de moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur site, ni de réserve d'eau destinée à lutter contre un incendie ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et de l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature ;

**CONSIDÉRANT** que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le défaut de moyens de lutte contre l'incendie retarde la prise en charge du problème, rend plus difficile la lutte contre l'incendie et augmente le risque de pollution des milieux extérieurs ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 20 octobre 2022 l'inspecteur de l'environnement a également constaté les faits suivants :

- les véhicules hors d'usage sont entreposés sur terre battue ;
- le sol des aires de stockage des déchets ou de manipulation des matières polluantes présentes sur le site, des voies de circulation des engins sont en terre battue ;
- des flaques d'eau souillées sont visibles à différents endroits du site ;
- Il n'y a aucun moyen de rétention des eaux ou écoulements issus d'un éventuel sinistre ;
- il n'y a pas de moyen de rétention des eaux ou écoulements issus d'un éventuel sinistre ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature et des articles 2.7 et 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 20 octobre 2022 l'inspecteur de l'environnement a également constaté l'absence de réseau de collecte des eaux sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature et de l'article 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature ;

**CONSIDÉRANT** que ces deux derniers manquements constituent des atteintes aux intérêts protégés dans la mesure où les eaux souillées rejoignent le sol, puis le sous-sol ou le milieu naturel en participant à leur pollution, et que l'installation se situe, de plus, à proximité immédiate d'une habitation occupée par des tiers ;

**Considérant** que Monsieur Yaya TOGO n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 6 février 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure Monsieur Yaya TOGO, de respecter les prescriptions des articles 10, 12 et 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature et des articles 2.7, 2.9, 4.1 et 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques n°s 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur Yaya TOGO domicilié 11 rue des Jeux de Billes à Houdan (78550), exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 Impasse Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure de régulariser la situation administrative de ces installations soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du Code de l'environnement, complet et recevable en préfecture ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées,



dans le même délai, un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2 :** Monsieur Yaya TOGO domicilié 11 rue des Jeux de Billes à Houdan (78550), exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 Impasse du Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions l'article 10 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et de l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature, en mettant en place des moyens de défense incendie conformes aux prescriptions de ces arrêtés.

**Article 3 :** Monsieur Yaya TOGO domicilié 11 rue des Jeux de Billes à Houdan (78550), exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 Impasse Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et des articles 2.7 et 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature en rendant étanche les aires de stockage des déchets et/ou de manipulation des déchets y compris les VHU, de tout équipement susceptible de souiller les eaux et le sol et les voies de circulation des engins et en mettant en place les moyens permettant de recueillir les eaux ou écoulements susceptibles d'être pollués.

**Article 4 :** Monsieur Yaya TOGO domicilié 11 rue des Jeux de Billes à Houdan (78550), exploitant des installations d'entreposage de véhicules hors d'usage et de transit et regroupement de déchets sises 35 Impasse du Boeuf Couronné sur la commune de Bazainville (78550), est mis en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant de la rubrique 2712-1 de la nomenclature et de l'article 5.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 susvisé relatif aux installations relevant notamment des rubriques n<sup>os</sup> 2711, 2713 et 2714 de la nomenclature, en mettant en place un réseau de collecte de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales, et les moyens permettant de traiter les eaux susceptibles d'être polluées.

**Article 5 :** En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans les délais prévus au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

**Article 6 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 à 4 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 7 :** Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 8 :** Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Bazainville,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 06 avril 2023

Pour le Le Préfet et par délégation,  
la Directrice,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
La chef de l'unité départementale,



Delphine DUBOIS